

Art. 11. Les subventions octroyées en vertu du présent arrêté ne peuvent pas être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été octroyées.

Tout abus sera sanctionné par la réclamation des avances déjà accordées, le cas échéant à majorer des intérêts de retard légaux. Tous les montants, y compris l'amende et les intérêts, sont immédiatement exigibles de droit à charge de la « VHM ».

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 juin 1994.

Art. 13. Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juillet 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et du Logement,
N. DE BATSELIER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

F. 94 — 3163

MINISTÈRE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

[S-Mac — 29539]

5 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le nombre maximum de membres du personnel mis en congé pour mission et reconnus indispensables à l'organisation interne de l'enseignement de la Communauté française et des organes représentatifs de l'enseignement subventionné, en application de l'article 43bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 43bis y inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994;

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, notamment son article 69;

Vu le décret du 19 mai 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment son article 57;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 septembre 1994;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et du Ministre de l'Enseignement

Arrête :

Article 1er. Parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française mis en congé pour mission, peuvent être reconnus indispensables à l'organisation interne de l'enseignement de la Communauté française, tel que prévu à l'article 43bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, y inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, vingt et un membres du personnel au maximum, dont deux seront obligatoirement affectés à la tâche d'animation pédagogique chargés de concevoir et d'encourager toute action destinée à favoriser la progression des écoles vers un parcours scolaire continu, adapté au rythme de l'élève et sans redoublement.

Art. 2. Parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné fondamental et spécial mis en congé pour mission, peuvent être reconnus indispensables à l'organisation interne de l'organe représentatif de l'enseignement officiel subventionné fondamental et spécial, tel que prévu à l'article 43bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité huit membres du personnel au maximum, dont sept seront obligatoirement affectés à la tâche d'animation pédagogique chargés de concevoir et d'encourager toute action destinée à favoriser la progression des écoles vers un parcours scolaire continu, adapté au rythme de l'élève et sans redoublement.

Art. 3. Parmi les membres du personnel de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel mis en congé pour mission, peuvent être reconnus indispensables à l'organisation interne de l'organe représentatif de l'enseignement subventionné libre de caractère confessionnel, tel que prévu à l'article 43bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité vingt et un membres du personnel au maximum, dont sept seront obligatoirement affectés à la tâche d'animation pédagogique chargés de concevoir et d'encourager toute action destinée à favoriser la progression des écoles vers un parcours scolaire continu, adapté au rythme de l'élève et sans redoublement.

Art. 4. Parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné non visés à l'article 2 mis en congé pour mission, peuvent être reconnus indispensables à l'organisation interne de l'organe représentatif de l'enseignement officiel neutre subventionné, tel que prévu à l'article 43bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité douze membres du personnel au maximum.

Art. 5. Parmi les membres du personnel de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel mis en congé pour mission, peut être reconnu indispensable à l'organisation interne de l'organe représentatif de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel, tel que prévu à l'article 43bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité un membre du personnel au maximum.

Art. 6. Le Ministre de l'Education et le Ministre de l'Enseignement, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de préciser dans les arrêtés chargeant les membres du personnel de mission qu'il est fait application des dispositions du présent arrêté.

Art. 7. Le Ministre de l'Education et le Ministre de l'Enseignement sont chargés conjointement de veiller à ce que les nombres maxima visés ci-dessus ne soient pas dépassés.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1994.

Bruxelles, le 5 septembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 3163

[S-Mac — 29539]

5 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het maximumaantal personeelsleden met verlof wegens opdracht die onontbeerlijk worden geacht voor de interne organisatie van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de representatieve organen van het gesubsidieerd onderwijs, bij toepassing van artikel 43bis van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersonnel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersonnel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inz. op artikel 43bis, ingevoegd bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 en gewijzigd bij het besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994;

Gelet op het decreet d.d. 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inz. artikel 69;

Gelet op het decreet d.d. 19 mei 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, inz. op artikel 57;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 september 1994;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en van de Minister van Hoger Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Onder de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap met verlof wegens opdracht kunnen beschouwd worden als onontbeerlijk voor de interne organisatie van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 43bis van het koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974 genomen bij toepassing van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersonnel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, ingevoegd bij het besluit van de Regering d.d. 10 juni 1994, maximaal eenentwintig personeelsleden, onder wie twee aangesteld moeten worden voor de opdracht van opvoedkundige leiding en belast worden met het uitwerken en aanmoedigen van elke actie ter bevordering van een continue ontwikkeling, aangepast aan het ritme van de leerling en zonder te doubleren.

Art. 2. Onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel basis- en buitengewoon onderwijs met verlof wegens opdracht, kunnen erkend worden als onontbeerlijk voor de interne organisatie van het representatief orgaan van het gesubsidieerd officieel basis- en buitengewoon onderwijs, zoals bepaald in artikel 43bis van voormeld koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974, maximaal acht personeelsleden, onder wie zeven aangesteld moeten worden voor de opdracht van opvoedkundige leiding en belast worden met het uitwerken en aanmoedigen van elke actie ter bevordering van continue ontwikkeling, aangepast aan het ritme van de leerling en zonder te doubleren.

Art. 3. Onder de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs met verlof wegens opdracht, kunnen erkend worden als onontbeerlijk voor de interne organisatie van het representatief orgaan van het gesubsidieerd vrij confessioneel onderwijs zoals bepaald in artikel 43bis van voormeld koninklijk besluit, maximaal eenentwintig personeelsleden, onder wie zeven verplicht zullen aangesteld worden voor de opdracht van opvoedkundige leiding en belast met het uitwerken en aanmoedigen van elke actie ter bevordering van een continue ontwikkeling, aangepast aan het ritme van de leerling en zonder te doubleren.

Art. 4. Onder de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs met verlof wegens opdracht, die niet bedoeld zijn in artikel 2, kunnen erkend worden als onontbeerlijk voor de interne organisatie van het representatief orgaan van het gesubsidieerd neutraal officieel onderwijs, zoals bepaald in artikel 43bis van voormeld koninklijk besluit, hoogstens twaalf personeelsleden.

Art. 5. Onder de personeelsleden van het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs met verlof wegens opdracht kan erkend worden als onontbeerlijk voor de interne organisatie van het representatief orgaan van het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij onderwijs, zoals bepaald in artikel 43bis van voormeld koninklijk besluit d.d. 15 januari 1974; hoogstens één personeelslid.

Art. 6. De Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Onderwijs, ieder wat hem betreft, worden gelast, in de besluiten waarbij personeelsleden een opdracht toegezwezen krijgen, te vermelden dat de bepalingen van dit besluit toegepast worden.

Art. 7. De Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Onderwijs worden gezamenlijk gelast ervoor te waken dat bovenvermelde maximumaantallen niet worden overschreden.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1994.

Brussel, 5 september 1994.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

Ph. MAHOUX

F. 94 — 3164

12 SEPTEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 43 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 51;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 spécialement l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de rendre le présent arrêté applicable dès le début de la période d'inscription pour la prochaine rentrée académique;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 décembre 1993 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 31 janvier 1994;

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 43 du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques entre en vigueur le 30 juin 1994.

Bruxelles, le 12 septembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

M. LEBRUN

N. 94 — 3164

VERTALING

12 SEPTEMBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 43 van het decreet d.d. 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid op artikel 51;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten d.d. 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak, dit besluit toepasselijk te maken vanaf het begin van de inschrijvingsperiode voor het eerstvolgende academiejaar;